

DÉLIBÉRATION DE_2023_046

L'an deux mille vingt-trois et le trois juillet, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montagne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à 18 heures 30, en session ordinaire à la SALLE DES FÊTES DE MONTCARET sous la Présidence de Thierry BOIDÉ.

Date de convocation : 27 juin 2023

Présents : Georges MADELAINE, Ghislain PANTAROTTO, Sylvie CROSOIR, Michel FRICHOU, Jean-Claude MAILLAT, Marcel LESBÉGUERIES, Didier MOREAU, Hélène DONADIER, Jean-Luc FAVRETTO, Jean-Thierry LANSADE, Marie-Catherine ROHOF, Christian SCALIGER, Christian GALLOT, Karine LEY, Annie MAIGRE, Éric REY, Jean-Louis REY, Thierry BOIDÉ, Cyril BARDE, Éric FRÉTILLÈRE, Dominique IBERTO, Gilbert DE MIRAS, Lucette MOUTREUIL, Gilles TAVERSON, Yves JACQUELIN

Pouvoirs : Marc GRANDY par Yves JACQUELIN, Jean-Pierre CHAUMARD par Lucette MOUTREUIL, Magalie LEPLET par Gilles TAVERSON

Secrétaire : Marie-Catherine ROHOF

Membres en exercice : 32 Présents : 25 Votants : 28 Abstentions : 0 Contre : 0 Pour : 28

OBJET : ADHÉSION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AU SYNDICAT MIXTE OUVERT AGEDI

Le Président rappelle aux membres du Conseil Communautaire que la Communauté de Communes Montagne Montravel et Gurson travaille avec le Syndicat Mixte AGEDI depuis de nombreuses années et qu'afin de mettre à jour le dossier d'adhésion, il convient de délibérer.

Après avoir fait lecture des Statuts et du Règlement Intérieur du Syndicat Mixte AGEDI, approuvés par délibération du Comité Syndical en date du 16 Décembre 2022, et notamment de son article 11 relatif à l'adhésion,

Vu l'exposé du Président et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité :

- D'adhérer au Syndicat Mixte AGEDI selon l'objet mentionné à l'article 5 des Statuts.
- De charger le Président, de prendre toutes les dispositions administratives nécessaires pour mettre en œuvre la présente délibération.
- De désigner Monsieur Gilles TAVERSON, 5ème Vice-président, comme délégué de la collectivité à l'Assemblée Spéciale du Syndicat Mixte AGEDI.
- De prévoir au budget annuel le montant de la contribution au Syndicat Mixte calculé selon les modalités prévues dans ses Statuts.

Le Président,
Thierry BOIDÉ

Statuts AGEDI

- Syndicat Mixte Ouvert -

Version au 16.12.2022

Préambule

Les collectivités de petite et moyenne taille situées notamment en zones rurales ou à l'outre-mer sont souvent à l'écart des usages des nouvelles technologies et du numérique. Faute de ressources internes et de moyens, mais également d'appétence du marché privé, des territoires se sont réunis pour œuvrer contre cette fracture et prétendre à ces services.

Le Syndicat Mixte AGEDI réunit ainsi à la demande, des collectivités et des établissements publics de ces zones et répond parfaitement à ces enjeux suivant la devise : *"Des Elus au service des Elus !"*

Les services sont rendus aux adhérents du Syndicat Mixte Ouvert sur les principes de la mutualisation et de la péréquation.

Structure de mutualisation informatique.

De nombreuses collectivités n'ont ni la taille critique ni les moyens pour obtenir des garanties de réponses pérennes homogènes acceptables économiquement à la continuité du service public local dans tous les lieux de vie et pour se doter de ces compétences en interne.

Le Syndicat Mixte a pour objet la création et la gestion de « services informatiques et numériques » destinés à faciliter l'exercice par les collectivités membres de leurs compétences.

La nature des services mis à disposition est déterminée par les membres représentants qui en fixent par ailleurs les clés de répartition entre les adhérents afin de les financer en faisant jouer le principe de solidarité.

Les collectivités peuvent ainsi répondre aux multiples demandes issues de la réglementation ou des administrés tout en permettant à leurs agents, par des outils intuitifs et efficaces, d'optimiser leur travail et le fonctionnement de la structure.

Une attention particulière est portée sur l'accompagnement des utilisateurs dont le temps disponible est bien souvent réduit.

Article 1. Constitution

En application des dispositions des articles L 5721-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est formé un Établissement Public Administratif sous forme de Syndicat Mixte Ouvert qui prend la dénomination d'AGEDI.

Cet Établissement Public Administratif ne se livre pas à des activités commerciales, mais remplit une mission de service public. Ses actes relèvent du contrôle de légalité.

Ses emplois sont régis par les dispositions de la loi du 26 janvier 1984 (n°8453) et du décret du 6 septembre 1991 relatifs à la Fonction Publique Territoriale.

Article 2. Siège

Le siège du Syndicat Mixte est fixé à : 15, lieu-dit Les Marnières – 15000 AURILLAC.

Il peut être transféré sur simple décision du Comité Syndical à la majorité absolue des suffrages exprimés et arrêté préfectoral.

Article 3. Durée

Le Syndicat Mixte est constitué pour une durée illimitée.

Article 4. Composition

Peuvent être adhérents uniquement des communes, des départements, des régions, des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et des Syndicats Mixtes.

Article 5. Objet

Le Syndicat Mixte assure dans un but d'intérêt général, la mise en commun de moyens humains, techniques et financiers sur la base d'une mutualisation au profit de ses adhérents (L5111-1, L 5111-1-1 et 5721-9 du CGCT).

- Ses services ont vocation à entreprendre pour ses adhérents toutes études, recherches, démarches et réalisations permettant d'atteindre ces objectifs par :
 - o Une veille active technologique et métiers,
 - o Une assistance à maîtrise d'ouvrage,
 - o La réalisation de prestations de développement informatique, de formation et d'assistance,
 - o L'achat mutualisé de produits de gestion, d'information et de communication.
- En outre, le Syndicat Mixte met notamment à la disposition pour ses adhérents, les plateformes multi-services numériques pour :
 - o La télétransmission des actes au contrôle de légalité (protocole ACTES...),
 - o Les échanges dématérialisés entre les collectivités et les établissements publics (Hélios, PESV2, marchés publics...),
 - o La mise en œuvre de la signature électronique et du parapheur électronique,
 - o Une gestion électronique des documents et l'archivage numérique à valeur probante des outils de gestion,
 - o Un accompagnement à la protection des données (RGPD).

De par la typologie de ses adhérents, le Syndicat Mixte attache une grande importance à l'assistance aux utilisateurs des solutions déployées, les personnels étant souvent isolés et dévolus à de nombreuses fonctions.

Cet accompagnement se fait par plusieurs biais :

- L'information sur les services dispensés.
- Le conseil en amont.
- La formation.
- L'assistance aux utilisateurs.

La sécurité des systèmes, le RGPD avec la mutualisation du DPD (DPO) et la souveraineté des données bénéficient d'une vigilance appliquée, persuasive et concrète en direction des adhérents.

Le Syndicat Mixte assure des maintenances évolutives et technologiques tout en prenant en compte les nouveaux besoins des adhérents (évolutions réglementaires, nouveaux métiers...).

Le Syndicat Mixte s'interdit expressément de recourir à la publicité commerciale.

Article 7. Assemblée Spéciale et Comité Syndical

Le Syndicat Mixte AGEDI est administré par un Comité Syndical composé des représentants des membres adhérents.

Le Comité Syndical est l'assemblée délibérante du Syndicat Mixte, formé de 17 membres.

Chaque collectivité adhérente désigne son délégué à l'Assemblée Spéciale et en informe AGEDI.

Une même personne ne peut représenter plus d'une collectivité membre.

Chaque renouvellement général des assemblées délibérantes des membres adhérents donnera lieu au renouvellement des délégués concernés de l'Assemblée Spéciale.

Lors des élections municipales et du renouvellement des élus municipaux, au plus tard dans les 6 mois qui suivent, l'Assemblée Spéciale des membres adhérents désigne par un scrutin uninominal majoritaire à un tour, les 17 membres composant le Comité Syndical. Celui-ci élit son bureau (dans les conditions de l'article 8).

Les candidatures pour siéger au sein du Comité Syndical sont reçues par le Président qui les communique à l'Assemblée Spéciale des membres adhérents en les portant sur l'ordre du jour de la réunion de ladite assemblée.

Pour l'élection des membres du Comité Syndical, il sera recouru au vote par correspondance, au vote à l'urne ou par voie électronique.

Selon les dispositions de l'article L5721-2 du CGCT :

- Pour l'élection des délégués des collectivités, le choix de l'organe délibérant peut porter uniquement sur l'un de ses membres.
- Pour l'élection des délégués des EPCI et des Syndicats Mixtes, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Le mandat des représentants des membres adhérents au sein de l'Assemblée Spéciale et donc le cas échéant du Comité Syndical expire en même temps que le mandat au titre duquel ils ont été désignés pour siéger au Syndicat.

Le mandat d'un membre de l'Assemblée Spéciale et donc du Comité Syndical prend fin lorsque la collectivité dont il est élu se retire du Syndicat Mixte.

Le Comité Syndical se réunira au moins une fois par trimestre sur convocation du Président. Le quorum est atteint lorsqu'un tiers des membres sont présents ou représentés par pouvoirs.

En cas d'absence de quorum, le Président convoque immédiatement à nouveau le Comité Syndical pour une réunion qui doit se tenir dans un délai de 5 jours francs, sans modification de l'ordre du jour. Le Comité Syndical peut alors, après deuxième convocation, siéger sans condition de quorum.

En cas d'urgence, le délai de convocation peut être abrégé par le Président, sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance au Comité Syndical qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Article 8. Bureau

Le Comité Syndical élu par l'Assemblée Spéciale élit un Bureau composé de 5 membres : 1 Président et 4 Vice-Présidents.

Le Bureau se réunit à l'initiative du Président.

Le Président, les Vice-Présidents ayant reçu délégation ou le Bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du Comité Syndical (à l'exception des domaines visés à l'article L 5211-10 du CGCT). Lorsque le Bureau délibère sur des attributions déléguées par le Comité Syndical, les conditions de quorum prévues pour le Comité sont applicables. Il rend compte à la plus proche réunion du Comité Syndical des décisions prises dans ce cadre.

Lorsque le Président a retiré les délégations qu'il avait données à un Vice-Président, le Comité Syndical doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions.

Un Vice-Président, privé de délégation par le Président et non maintenu dans ses fonctions par le Comité Syndical, redevient simple Conseiller Syndical.

Le Comité Syndical peut décider que le Vice-Président nouvellement élu occupera la même place que son prédécesseur dans l'ordre du tableau.

Seul un Vice-Président disposant de délégations au sens du CGCT peut percevoir une indemnité de fonction. Il perçoit aussi le remboursement des frais de déplacement liés aux fonctions exercées.

En cas de vacance de poste (Président ou Vice-Président), le Comité Syndical procède à l'élection d'un nouveau membre dans les mêmes conditions.

Article 9. Présidence

La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Président est présidée par le plus âgé des membres du Comité Syndical.

Pour toute élection du Président et des Vice-Présidents, les membres de l'assemblée délibérante sont convoqués dans les formes et délais prévus aux articles L2121-10 à L2121-12 du CGCT. La convocation contient mention spéciale de l'élection qui doit se tenir.

Avant cette séance, a eu lieu l'élection en Assemblée Spéciale des membres du Comité Syndical. Le Comité Syndical, sitôt élu, est réuni pour procéder à l'élection du Président et des Vice-Présidents.

Si, après les élections, des vacances se produisent, le Comité Syndical procède néanmoins à l'élection du Président et des Vice-Présidents à moins qu'il n'ait perdu le tiers de ses membres.

Le Président est l'exécutif du Syndicat Mixte. Il prépare et exécute les délibérations du Comité.

Il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents.

Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au Directeur Général des Services.

Les délégations du Président subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées :

- Il signe les procès-verbaux des séances et les notifie aux membres du Comité et à l'agent comptable. Il publie la liste des membres du Comité et du Bureau.
- Il signe les marchés et conventions passés par le Syndicat Mixte.
- Il prend toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution, et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.
- Il intente au nom du Syndicat Mixte, les actions en justice. Cette délégation de compétence s'étend aux dépôts de plaintes, avec ou sans constitution de partie civile, au nom du Syndicat ; elle intègre les compétences suivantes : ester en justice au nom du Syndicat devant l'ensemble des juridictions.
- Il fixe les rémunérations et règle les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.
- Il nomme le Directeur Général des Services et les agents du Syndicat Mixte.
- Il signe les conventions de mise à disposition de services avec les adhérents.
- Il arrête et modifie l'affectation des propriétés syndicales utilisées par les services syndicaux.
- Il procède, dans les limites des crédits inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et de passer à cet effet les actes nécessaires.
- Il décide de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.
- Il passe des contrats d'assurance ainsi qu'accepte les indemnités de sinistre y afférentes.
- Il règle les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules du Syndicat Mixte.
- Il crée, modifie, ou supprime les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services du Syndicat.
- Il accepte les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges.
- Il décide l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros.
- Il fait un rapport au plus proche Comité des décisions arrêtées en application de cette délégation.

Article 10. Organisation des Comités, des réunions de Bureau et des Commissions

- L'organisation des réunions pourra se faire :
 - En présentiel,
 - En visioconférence,
 - En présentiel et en visioconférence.

Modalités de scrutin du Comité Syndical :

À l'issue des débats, le Président procède au vote pour chacune des délibérations inscrites à l'ordre du jour. En cas d'adoption d'une demande de vote secret, le Président reporte ce point de l'ordre du jour à une séance ultérieure.

Le Président du Syndicat Mixte peut appeler devant le Comité Syndical toute personne dont l'audition est de nature à éclairer les débats.

Article 11. Adhésion et retrait

L'adhésion intervient après décision de l'organe délibérant du futur adhérent.

L'adhésion est actée par une décision du Président du Syndicat, qui en informe le Comité Syndical à l'occasion de sa plus prochaine séance et, annuellement, les autres adhérents et le Préfet.

La qualité de membre du Syndicat Mixte se perd par le retrait volontaire, le non-respect des statuts ou des engagements liés.

Les contributions et autres sommes dues doivent être préalablement soldées.

Le retrait peut alors s'opérer dans les mêmes conditions que l'adhésion.

À défaut d'accord entre le Comité Syndical et le candidat au retrait concerné, les conditions de retrait sont fixées par arrêté du représentant de l'Etat.

Tout membre qui cesse de faire partie du Syndicat Mixte, quelle qu'en soit la cause, ne peut réclamer aucune part des biens ou de l'actif de la structure.

Mises à disposition ponctuelle de services

Elles concernent tous les services non compris dans la contribution annuelle en matière de développement informatique, d'usage, d'accompagnement ou de prestations et donnent lieu à l'émission de titres de recettes pour le remboursement des frais tels que définis par le Comité Syndical.

Conventions et contrats

Des prestations pourront être réalisées à titre accessoire dans la limite autorisée, pour des non adhérents au Syndicat Mixte. Ces prestations seront définies par une convention ou un contrat approuvé par les organes délibérants respectifs.

Article 12. Pacte financier

Les principes de mutualisation, de péréquation et de « in house » président au pacte financier.

Les services mis à disposition par AGEDI donnent lieu à remboursement dans les conditions définies par le Comité Syndical.

Les montants des contributions annuelles sont liés à la mise à disposition des services logiciels.

Les clés de répartition sont définies par le Comité Syndical qui fixe en outre les bases de calcul tout en tenant compte des besoins de financement nécessaires à l'équilibre de son budget annuel.

Les contributions devront tenir compte du nombre de logiciels mis à disposition et de la taille de la collectivité concernée. Leurs montants sont arrêtés annuellement par le Comité Syndical.

Le mode de calcul des montants pour les mises à disposition ponctuelles de services qui n'entrent pas dans les contributions annuelles est fixé par le Comité Syndical.

Ces recettes sont donc destinées à rembourser les coûts générés pour assurer le service.

Article 13. Budgets - Recettes

Les recettes du Syndicat Mixte comprennent :

- Les contributions des membres,
- Les produits des services mis à disposition des adhérents n'entrant pas dans les contributions,
- Les services apportés par convention, de façon accessoire dans la limite autorisée, aux non adhérents,
- Les sommes reçues des administrations publiques,
- Les subventions,
- Les produits des emprunts,
- Les revenus de biens, meubles ou immeubles,
- Les produits des dons et legs,
- Toute autre ressource autorisée par la Loi et les règlements en vigueur présents et à venir.

Le mécanisme de calcul et le montant des contributions des membres sont votés annuellement par le Comité Syndical. La contribution des membres est obligatoire pendant la durée de leur adhésion et jusqu'à leur retrait effectif dans les conditions et conformément à l'article 11 des présents statuts. Toute année commencée est due dans son intégralité, en cas de retrait en cours d'année.

Le comptable public du Syndicat est désigné par la Direction des Finances Publiques.

Article 14. Modification des statuts

Toutes les modifications statutaires sont décidées à la majorité absolue des suffrages exprimés du Comité Syndical. Elles sont notifiées au Préfet puis par un envoi par courriel d'une copie de l'arrêté à chacun des adhérents.

Article 15. Règlement intérieur

Un règlement intérieur arrêté par le Comité Syndical précisera en tant que de besoin, les dispositions relatives au fonctionnement du Syndicat Mixte non prévues par les présents statuts ou par les lois et les règlements.

Article 16. Autres dispositions

Toute autre disposition non prévue par les statuts ou le règlement intérieur relèvera des dispositions des articles L 5721-1 et suivants du CGCT et, en l'absence de précisions, des articles L5711-1 et suivants du CGCT.

Règlement Intérieur AGEDI

- Syndicat Mixte Ouvert -

Version au 16.12.2022

Article 1 : Portée du Règlement Intérieur

Le présent Règlement Intérieur, approuvé en Comité Syndical, constitue le complément des dispositions statutaires du Syndicat Mixte AGEDI.

Toute adhésion de collectivité (communes, départements, régions, établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et Syndicats Mixtes) au Syndicat AGEDI emporte la pleine et entière approbation du présent Règlement Intérieur et des Statuts d'AGEDI.

Article 2 : La qualité d'adhérent

AGEDI ne se substitue pas à ses adhérents et n'a pas vocation à régler aux lieu et place de ses adhérents les affaires courantes de gestion quotidienne et de leurs champs de compétences habituels.

L'adhésion à AGEDI n'emporte pas de transferts de compétences.

Article 3 : Personnel d'AGEDI

AGEDI doit disposer de personnels en nombre et qualifications suffisantes pour répondre aux besoins des adhérents, mais compatibles avec ses capacités financières.

Les agents d'AGEDI sont tenus au secret professionnel sur toutes les informations connues et lors d'opérations de maintenance ou autres.

En approuvant ce Règlement Intérieur, les élus adhérents s'engagent et engagent les agents de leurs structures à s'adresser aux agents d'AGEDI avec respect.

Article 4 : Désignation des délégués dans les organismes extérieurs

Article L2121-33 du C.G.C.T.

Le Comité Syndical procède à la désignation de ses membres ou des délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ses membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

Article 5 : RGPD

Dans le cadre de l'exécution de prestations, les parties peuvent être amenées à se communiquer des données à caractère personnel. Elles s'engagent à traiter ces données conformément aux dispositions de la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère

personnel et à la libre circulation de ces données (« RGPD »), et de façon générale avec toute réglementation applicable au traitement des données à caractère personnel.

Tout terme du présent article s'entend tel que défini au Règlement RGPD.

Conformément à la réglementation sur les Données Personnelles, l'adhérent bénéficie d'un droit d'information, d'accès, de rectification, de suppression, de limitation du traitement et d'opposition au traitement de ses Données Personnelles. Il peut exercer ses droits et obtenir toute information relative auprès du Délégué à la Protection des Données Personnelles d'AGEDI par courriel adressé à rgpd@agedi.fr.

Toute demande sera traitée dans les meilleurs délais conformément à la loi.

En cas de difficulté en relation avec les Données Personnelles, la collectivité membre d'AGEDI dispose de la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la CNIL (plus d'informations sur le site Internet www.cnil.fr).

AGEDI s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses services, outils ou produits, les principes de protection des Données dès la conception et de protection des Données Personnelles par défaut.

Le Comité Syndical

Article 6 : Périodicité des Comités Syndicaux

Article L.2121-7 du C.G.C.T et Article L2121-9 du C.G.C.T

Le Président convoque le Comité Syndical aussi souvent que les affaires l'exigent et au moins 1 fois par trimestre. Il fixe l'ordre du jour de la séance.

Le Président est tenu de convoquer le Comité Syndical dans un délai maximal de trente jours chaque fois qu'il en est requis par une demande écrite émanant du tiers des membres indiquant l'ordre du jour de la convocation. Lors du renouvellement général des conseils municipaux, la première réunion se tient à la suite de l'Assemblée Spéciale si le Comité a été élu au complet.

Article 7 : Convocation

Article L2121-10 C.G.C.T et Article L2121-12 du C.G.C.T

La convocation est adressée cinq jours francs au moins avant la tenue de la réunion du Comité Syndical. Elle précise la date, l'heure et le lieu de la séance ainsi que l'ordre du jour accompagné d'une note explicative de synthèse. Toute convocation est faite par le Président. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est adressée de manière dématérialisée ou, si les membres en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.

En cas d'urgence, le délai de convocation de cinq jours peut être abrégé par le Président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Dans ce cas, le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance au Comité Syndical, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Article 8 : Accès aux dossiers préparatoires et aux projets de contrats et marchés

Article L2121-13 du C.G.C.T et Article L2121-13-1 du C.G.C.T. et Article 2121-12 du C.G.C.T

Tout membre du Comité Syndical a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires du Syndicat qui font l'objet d'une délibération. Durant les deux jours précédant la séance, les membres peuvent consulter les dossiers préparatoires sur place, dans les locaux d'AGEDI et aux heures ouvrables. Les dossiers relatifs aux projets de contrats et démarches sont mis, sur demande, à la disposition des membres intéressés, au secrétariat du Syndicat deux jours avant la séance à laquelle ils doivent être débattus. Dans tous les cas, ces dossiers sont tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.

Le Syndicat assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'il juge appropriés. Afin de permettre l'échange d'informations sur les affaires relevant de ses compétences, le Syndicat peut, dans les conditions définies par son assemblée délibérante, mettre à la disposition de ses membres élus, à titre individuel, les moyens informatiques et de télécommunications nécessaires, y compris la dématérialisation des documents.

Article 9 : Lieux des séances

Le Comité Syndical se réunit au siège administratif du Syndicat ou dans un autre lieu déterminé par le Président. Conformément aux statuts, la visio-conférence est possible.

Article 10 : Déroulement des séances

Le Comité Syndical est présidé par le Président et, à défaut, par celui qui le remplace. Il ouvre et prononce la clôture des séances.

À l'ouverture de la séance, le Président procède à l'appel nominatif des membres. Il constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint et cite les pouvoirs reçus pour compléter l'assemblée délibérante. Il soumet à approbation le procès-verbal de la séance précédente, qui peut faire l'objet de rectifications.

Il demande au Comité Syndical de nommer le secrétaire de séance. Le secrétaire assiste le Président pour la vérification du quorum, celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance.

Le Président expose chaque point inscrit à l'ordre du jour puis donne la parole aux membres du Comité. Il dirige les débats.

Il peut suspendre la séance à tout moment et fixe la durée de la suspension.

Tout membre associé est expressément invité par le Comité Syndical à participer aux travaux du Syndicat, sur proposition du Président. Les membres associés ne pourront prendre part aux délibérations du Comité Syndical, le cas échéant, qu'à titre consultatif.

Pour la clarté de leurs interventions, les membres s'expriment à tour de rôle après avoir été préalablement autorisés à prendre la parole par le Président.

Avant de s'exprimer, chaque membre doit activer son micro et se présenter en déclinant son nom et son prénom.

Pendant le déroulement de la séance et afin d'éviter tous les bruits de fond pouvant en perturber le bon déroulement, les membres du Comité Syndical sont invités à couper leur micro, sauf pendant le temps où ils s'expriment.

Le Président peut soumettre au Comité Syndical des « questions diverses », qui peuvent faire l'objet d'une délibération, si l'assemblée est d'accord.

Modalités d'identification des participants :

Les élus se connectent à la salle de visioconférence via les différents logiciels utilisés par le Syndicat Mixte. Le lien leur est transmis en amont de la séance. Ils s'identifient précisément par leurs noms et prénoms et sont alors admis. En plus de cette identification à la connexion, un appel nominal est réalisé en début de séance par le Président.

Article 11 : Accès aux séances et enregistrement

Article L2121-18 du C.G.C.T

Le public éventuel doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Sur la demande de trois (3) membres ou du Président, le Comité Syndical peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos. Lorsqu'il est décidé que le Comité Syndical se réunit à huis clos, le public, ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

Article 12 : Le Quorum

Après avoir déclaré la séance ouverte, le Président constate, en début de séance, qu'un tiers des membres du Comité syndical sont présents ou représentés pour délibérer valablement. Si, après une première convocation régulièrement faite, le quorum n'est pas atteint, le Comité Syndical est à nouveau convoqué à trois jours ouvrables au moins d'intervalle.

Il délibère alors valablement sans condition de quorum. Le quorum doit être vérifié et obtenu en début de chaque séance, mais également à chaque délibération.

Article 13 : Les pouvoirs

Article L2121-20 du C.G.C.T

En cas d'empêchement, un membre du Comité Syndical peut donner à un autre membre de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf en cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Un membre ne peut recevoir que trois pouvoirs maximums.

Le vote par procuration est admis pour tous les modes de scrutin et notamment pour les élections. Les pouvoirs sont remis au Président au plus tard en début de séance ou doivent être parvenus par courrier simple, courrier électronique, ou avoir été remis en main propre au secrétariat du Syndicat avant le début de la séance du Comité Syndical. La présence des membres du Comité est vérifiée après appel nominatif, au début de la séance et consignée sur une feuille de présence. Pour la détermination du quorum et des votes, les procurations sont prises en considération. Lors d'un vote par procuration, est pris en compte le nombre de voix dont dispose le membre ayant reçu procuration.

Article 14 : Prise de parole et organisation des débats

Les affaires sont soumises à l'examen de l'assemblée en suivant l'ordre du jour. Tout membre qui souhaite prendre la parole doit la demander au Président. Elle est donnée dans l'ordre des demandes. Le Président peut demander à toute personne qualifiée, même étrangère à l'administration, de donner des renseignements sur un ou plusieurs points faisant l'objet d'une délibération.

Article 15 : Questions écrites

Chaque membre du Comité peut adresser au Président des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant le Syndicat Mixte. Le Président communique au Comité le libellé de la question et lit sa réponse en séance. Les questions écrites doivent être adressées au Président au moins 48 heures avant la séance.

Article 16 : Questions orales

Article L2121-19 du C.G.C.T.

Les membres du Comité Syndical ont le droit d'exposer en séance du Comité des questions orales ayant trait aux affaires du Syndicat. L'examen de ces questions orales interviendra à la fin de l'ordre du jour de chaque séance. Un temps n'excédant pas 30 minutes leur sera réservé, ce temps pouvant être prolongé à l'initiative du Président si l'importance des questions l'exige. Si le nombre, l'importance ou la nature des questions le justifient, le Président peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du Comité Syndical, spécialement organisée à cet effet. Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général et ne peuvent comporter d'imputations personnelles.

Article 17 : Amendements

Les membres du Comité Syndical ont le droit de proposer des amendements sur toutes les délibérations inscrites à l'ordre du jour. Les amendements doivent être présentés par écrit au Président avant la séance. Le Président décide si ces amendements sont rejetés ou mis en délibération.

Article 18 : Délibérations et votes

Les délibérations du Comité Syndical sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante. Les pouvoirs sont valables en cas de vote à main levée.

Le Comité Syndical vote ses délibérations selon plusieurs modes :

- **À main levée** : Le vote à main levée est le mode de scrutin ordinaire ; il est constaté par le Président et le secrétaire de séance qui compte au besoin le nombre de votants pour et contre.
- **Au scrutin secret** : Soit lorsqu'un tiers des membres présent le demande ; Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation, et pour l'élection du Président et des quatre (4) Vice-présidents. Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.
- **Au scrutin public par appel nominal** : Pour les membres participant au Comité Syndical en Visioconférence.

Le Comité Syndical peut toutefois décider, à la demande du tiers de ses membres présents ou représentés de ne pas procéder au scrutin secret pour élire le Président et les autres membres du Bureau.

Il est procédé au scrutin secret dans les formes suivantes :

- Chaque membre du Comité Syndical dispose d'un nombre de bulletins de vote correspondant au nombre de voix qu'il représente. Il est présenté à chaque membre de l'Assemblée une urne dans laquelle il dépose le bulletin dont il veut faire usage.
- Lorsque le Président s'est assuré que tous les membres présents ont pu voter, il prononce la clôture du scrutin. Le secrétaire procède au dépouillement, arrête le résultat et le remet au Président qui le proclame. Les bulletins blancs ou votes nuls ne sont pas comptabilisés dans le nombre de suffrages exprimés.

Article 19 : Publicité

Les procès-verbaux

Les séances publiques du Comité Syndical donnent lieu à l'établissement du procès-verbal de l'intégralité des débats sous forme synthétique par le secrétaire de séance.

Une fois établi, ce procès-verbal est tenu à la disposition des membres du Comité Syndical qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent. Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement. Les membres du Comité Syndical ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant. Le procès-verbal fait mention de la procédure des séances et du contenu des délibérations ainsi que des différentes questions abordées lors de la séance. Les membres des organes délibérants des membres du

Syndicat peuvent prendre communication des procès-verbaux des délibérations du Comité Syndical. Dans un délai d'une semaine, le compte-rendu de la séance du Comité Syndical est affiché au siège et mis en ligne sur son site internet.

Les délibérations

Le dispositif des délibérations à caractère réglementaire est publié dans un recueil des actes administratifs et également, dans des conditions de nature à garantir leur authenticité, sous forme électronique. La version électronique est mise à la disposition du public de manière permanente et gratuite.

Informations relatives aux budgets

Le budget et les annexes sont mis à disposition du public dans les locaux du Syndicat, dans les quinze jours qui suivent leur adoption. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité (affichage, insertion dans un bulletin syndical, un journal local) laissé au choix du Président.

Article 20 : Débat d'Orientation Budgétaire

Le budget du Syndicat Mixte est proposé par le Président et voté par le Comité Syndical. Un débat a lieu en comité sur les orientations générales du budget, dans un délai de 2 mois précédant l'examen de celui-ci. Ce débat a lieu lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour, ou lors d'une séance réservée à cet effet. Il ne donne pas lieu à un vote. Il est enregistré au compte-rendu de la séance.

Toute convocation est accompagnée d'un rapport précisant par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement, ainsi que les masses des recettes et des dépenses d'investissement. Le rapport est transmis par voie électronique aux membres qui auront autorisé cette télétransmission ou, à défaut, mis à disposition des membres au siège du Syndicat. Il est accompagné des annexes aux documents budgétaires prévus par les lois et règlements en vigueur.

Il ne peut intervenir le même jour que le vote du budget.

Article 21 : Compte Administratif

Dans les séances où le compte administratif est débattu, le Comité Syndical désigne un président de séance qui ne peut être le Président en exercice. Dans ce cas, le Président du Syndicat peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote. Il n'est pas pris en compte pour le calcul du quorum.

Le Bureau

Article 22 : Périodicité des réunions

Le bureau se réunit une fois par mois, mais le Président peut réunir le Bureau chaque fois qu'il le juge utile. Les convocations sont adressées aux membres par voie dématérialisée, sauf mention contraire du membre, 5 jours francs avant la réunion. Les séances ont lieu au siège social d'AGEDI ou en tout autre lieu fixé par la convocation. Conformément aux statuts, la visio-conférence est possible.

Article 23 : Tenue des réunions

Le Président préside le Bureau. Les séances du Bureau se tiennent à huit clos. Lorsque le Bureau se réunit comme instance délibérative, celui-ci ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres en exercice assistent à la séance. Un membre du Bureau ne peut détenir qu'un seul pouvoir. Peuvent assister aux séances du Bureau, le Directeur Général des Services du Syndicat et éventuellement tout autre membre du personnel dont la présence est souhaitée par le Président. Ils ne prennent la parole que sur l'invitation expresse du Président et restent tenus à l'obligation de réserve telle qu'elle est définie dans le cadre du statut de la fonction publique. Le Président rend compte à chaque Comité Syndical des travaux du Bureau.

Les Commissions

Le Comité Syndical peut former en son sein, en tant que de besoin, des commissions spécialisées chargées d'étudier et de préparer ses décisions, telles que prévues par l'article L.2121-22 du CGCT.

La présidence de ces commissions est assurée par le Président du Syndicat Mixte ou par tout membre du Comité désigné à cette fonction par ce dernier. En règle générale, les commissions sont permanentes et fonctionnent pour la durée du mandat des membres au Comité Syndical. Toutefois, des commissions peuvent être constituées dans les mêmes conditions pour une durée limitée à l'étude d'un dossier particulier.

Les commissions permanentes et ponctuelles instruisent les affaires qui leur sont soumises et préparent les rapports relatifs aux projets de délibération intéressant leur secteur. Les commissions se réunissent à une périodicité variable, sur convocation du Président.

La convocation est adressée par courrier électronique ou courrier simple cinq jours francs avant la réunion de la commission.

Ce délai peut être ramené à un jour franc en cas d'urgence. L'ordre du jour des réunions des commissions est adressé à chacun des membres, le jour de la réunion.

Les séances des commissions ne sont pas publiques. Les commissions n'ont pas de pouvoir de décision et émettent leur avis à la majorité des membres présents.

Article 24 : La Commission d'Appels d'Offres

La commission d'Appel d'Offres est constituée par le Président, ou son représentant, et par cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus par le Comité syndical.

Les séances ont lieu au siège d'AGEDI ou en tout autre lieu fixé par la convocation.

Chaque établissement public doit définir lui-même les règles de fonctionnement de sa CAO.

Pour AGEDI, les règles applicables sont les suivantes :

-Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

-La convocation est adressée cinq jours francs au moins avant la tenue de la réunion.

-Le quorum de la commission est de quatre présents ayant voix délibérative (président + trois membres titulaires ou suppléants). Quand, après une première convocation régulièrement faite, la Commission d'Appel d'Offres ne s'est pas réunie en nombre suffisant, elle peut être convoquée une seconde fois, dans un délai maximum de huit jours sans compter le jour d'envoi de la convocation et le jour de la réunion, et peut délibérer valablement sur le même sujet sans condition de quorum.

-Peuvent être invités avec voix consultative à chaque réunion, le comptable public et le représentant de la DDETSPP.

-Les dossiers soumis à l'examen de la Commission d'Appel d'Offres sont présentés par les services du Syndicat Mixte, lesquels en assurent également le secrétariat administratif permanent.

-Ont voix délibératives le Président, les membres élus ou leurs suppléants. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

-Les avis et observations éventuels des membres ayant voix délibératives ou consultatives sont consignés, à leur demande, au procès-verbal de la séance.